

ACTUALITÉ

CHINE Les ordinations d'évêques validées par le Saint-Siège reprennent après un gel. Mais, à Hohhot, ordination rime toujours avec persécution...

CATHOLIQUES SOUS HAUTE SURVEILLANCE

DE NOTRE CORRESPONDANT EN CHINE

Perdu dans le quartier musulman de Hohhot, entre un salon de massage et le marché aux chiens, la vieille cathédrale belge du Sacré-Cœur de Jésus revit. Car c'est ici qu'a été ordonné, le 18 avril, le nouvel évêque

L'Église clandestine est estimée à 12 millions de fidèles contre 4 millions pour l'Église officielle

Paul Meng Qinglu, après cinq années d'un diocèse à l'abandon ! Dix jours plus tôt, la ville voisine de Bameng s'offrait aussi son nouveau prélat. Les deux ont été désignés par les dirigeants de l'Association patriotique, organe du gouvernement communiste

en charge des affaires religieuses... mais, cette fois, avec l'aval du Vatican ! Et le 10 et le 15 juillet, deux nouvelles ordinations épiscopales ont eu lieu en Chine. Étonnant, quand Pékin refuse toujours toute relation diplomatique avec le Saint-Siège. Sur le papier, ces ordinations faites « *en communion avec Rome* » sonnent comme une réconciliation entre les deux Églises catholiques de Chine : l'Église officielle, forte de 4 millions de membres, et l'Église clandestine romaine, estimée à 12 millions de fidèles.

Montrée en exemple, la Mongolie-Intérieure se vante d'avoir ordonné deux des cinq nouveaux évêques de

Chine depuis janvier. Même si le diocèse de Hohhot ne compte que 65 000 croyants officiels, Mgr Meng Qinglu espère bien reconquérir les cœurs des 120 000 fidèles « souterrains » du secteur, ceux qui préfèrent le pape au Parti, désertent les églises et, de fait, pratiquent leur foi aux côtés de prêtres clandestins. Sauf que la réconciliation mongole n'est pas si rose. Le jour de la cérémonie, les journalistes sont violemment refoulés, les croyants aussi. « *Seulement 500 personnes, accréditées par la police, ont pu y participer* », se souvient Li Gong, catholique souterrain de 83 ans, présent parmi les invités. L'homme nous montre le portrait d'un missionnaire belge, fraîchement installé dans la cour de la cathédrale. « *Vous voyez, les communistes l'ont finalement réhabilité.* » Louis Morel, originaire de Louvain, était le dernier évêque belge de Hohhot. Il sera expulsé du pays en 1951, comme les autres missionnaires. Son successeur chinois n'en fera qu'à sa tête, en instaurant la fin du célibat pour tous les curés du diocèse !

L'histoire de sa paroisse ainsi retracée, Li Gong murmure : « *Vous avez entendu parler du jeune père Ma ? Depuis que les policiers le traquent dans les campagnes, personne n'a de nouvelles.* » Le vieil homme sort un bout de papier de son portefeuille, y griffonne une prière en latin – enseigné par les missionnaires – puis le nom d'un village. « *Allez-y et vous saurez !* » Nous partons immédiatement ►►

LE PÈRE DES MISSIONNAIRES BELGES



■ Jeroom Heyndrickx connaît l'histoire de l'Église en Mongolie-Intérieure mieux que quiconque.

« *Après sept années au Vatican, puis 25 ans à Taïwan, cela fait 27 ans que je voyage en Chine continentale : je sers aussi de médiateur entre Pékin et le Vatican* », explique ce père schéuniste de 79 ans, directeur de l'institut Verbiest à Louvain

et multilingue. Cet été, comme d'autres curés étrangers, il a été invité par Pékin pour une mission pastorale d'une semaine au Séminaire national. « *L'Association patriotique sait bien que je ne fais pas de distinction entre les deux Églises, que j'aide aussi les souterrains, mais elle me laisse tranquille car elle a besoin de moi pour former ses prêtres.* » C'est Jeroom qui a obtenu l'affichage des portraits des anciens missionnaires

belges sur les murs de la cathédrale de Hohhot. Et c'est lui qui parraine un séminaire clandestin. « *En revanche, j'ai décidé de ne plus me rendre dans les anciennes paroisses de nos missionnaires belges. Car j'ai compris que les curés officiels qui m'accueillaient chaleureusement jouaient un double jeu. Après mon départ, ils s'en prenaient systématiquement aux souterrains m'ayant rencontré.* » ●



Un séminaire « souterrain », c'est-à-dire non inféodé à l'Église officielle, dépendante du régime chinois.



Dans cette ville, le dimanche, trois messes rassemblent chacune près de 2 000 fidèles des deux Églises (officielle et « souterraine »).



Messe à Wang'ai dans l'église officielle Saint-Joseph. Selon le jeune prêtre, il n'y aurait pas ici de curés « souterrains ».

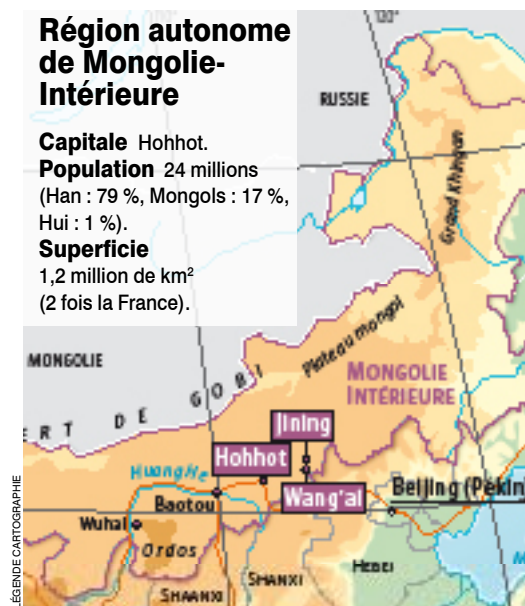
►► pour la ville de Jining, par le train : 3h30 d'un panorama à couper le souffle où sépultures traditionnelles mongoles et champs d'éoliennes se partagent les vastes plaines. Sur le parking de la gare, un minibus emporte les paysans et leurs sacs de vivres. Destination : Wang'ai, via une piste truffée de nids-de-poule. Au village, les vieilles maisons en pisé semblent former une haie d'honneur jusqu'à l'église Saint-Joseph. Construite par des moines belges et hollandais, il y a un siècle, saccagée pendant la Révolution culturelle, elle sera finalement retapée à la hâte, en 2006, par les autorités locales : du Plexiglas rouge pour le toit et un nouveau plafond en polystyrène. À Wang'ai, l'âge moyen des 500 habitants avoisine les 70 ans.

Les forces vives du village ont migré vers les villes, laissant aux anciens leurs bambins, leurs champs désertifiés et leurs querelles de clocher. L'accueillant jeune prêtre fait mine d'ignorer l'existence de curés souterrains dans les environs. « Pourquoi y aurait-il deux clans ? Nous sommes si peu nombreux... et si pauvres. »

Nous dormons sur place, dans son presbytère fouetté par le vent du nord. Aux premiers chants du coq, le diacre cogne à la porte. Il a prévu pour nous un petit déjeuner un peu spécial. « Surtout ne le dites pas au curé, il serait très fâché. » Nous sommes attendus chez madame Yang, mère d'un curé souterrain. « Je ne vois mon fils que quelques jours par an,

Région autonome de Mongolie-Intérieure

Capitale Hohhot.
Population 24 millions (Han : 79 %, Mongols : 17 %, Hui : 1 %).
Superficie 1,2 million de km² (2 fois la France).



pendant les fêtes du Printemps. Sa vie m'inquiète, même si Dieu le protège », soupire-t-elle en versant le thé au lait, la spécialité locale. Elle ne connaît ni son adresse ni son portable. « Il dit que c'est pour que la police ne vienne plus m'interroger. »

Madame Yang a déjà assisté à plusieurs arrestations, musclées. « Cela arrive régulièrement. En général, ils débarquent pendant la messe que l'on organise chez l'un ou chez l'autre. Le prêtre est amené au poste menotté. Il faut payer entre 3 000 et 5 000 yuans pour le libérer rapidement, avant qu'ils n'avertissent l'Association patriotique, capable de l'envoyer en prison. C'est très dur pour la communauté. » L'Association patriotique

est en charge de l'Église officielle en Chine et contrôle la nomination des évêques. Ceux qui ne la reconnaissent pas ou qui lui préfèrent la légitimité du Saint-Siège s'enferment de fait dans la clandestinité. Cui Yang

« Au commissariat, nous avons un indic. On le paie pour être avertis avant chaque descente »

nous indique l'itinéraire jusqu'à ce fameux village de catholiques souterrains, où le père Ma a été vu pour la dernière fois. « Vous savez, le père Ma est aimé de tous et pourrait se trouver n'importe où. Son diocèse compte déjà près de 40 villages ! » La pluie est torrentielle et le chemin, boueux : il faudra quatre heures de

marche pour en venir à bout. Qan Jun, 61 ans et le visage buriné par une vie de berger, n'est pas peu fier d'ouvrir les portes de la nouvelle église, construite par les habitants et dissimulée au fond d'une cour, derrière de hauts murets de briques. L'intérieur est grandiose, lumineux et peut accueillir 500 personnes. Une photo encadrée de Benoît XVI fait face à l'autel. « On l'a construite en deux semaines. Les flics ne l'ont su qu'après. » Mais c'est ici même que les policiers ont tenté de cueillir le prêtre Ma. « Nous avons un indic au commissariat. On le paie pour qu'il nous envoie un SMS avant chaque descente. Ce jour-là, ils sont venus à cinq voitures, mais le prêtre Ma a pu s'enfuir à temps. »



À Wang'ai, les forces vives ont migré vers les villes, laissant aux anciens leurs enfants et leurs champs désertifiés.

►► En sortant, Qan Jun aperçoit un fourgon de police vide au bout de la rue. « Où sont-ils ? Qui vous a balancés ? » Pas le temps de bavarder, il faut fuir. Des habitants mettent en

branle une logistique d'urgence. Trois chauffeurs zélés se relaieront pour nous ramener dare-dare jusqu'à une ville « sûre ». L'affaire n'ira pas plus loin. Nous avons été

pris à tort pour des missionnaires étrangers ! Très bien informé, c'est finalement le prêtre Ma en personne qui viendra nous chercher à l'hôtel. L'homme est souriant et semble détendu. À l'arrière de sa voiture, deux autres prêtres clandestins. L'un rentre de trois années d'études aux Philippines, payées par Rome. Tous sont originaires de Hebei où, selon leurs estimations, 40 curés croupiraient en prison.

En cavale provisoire, le père Ma s'est réfugié dans un lieu secret : l'un des 12 séminaires clandestins catholiques de Chine (il existe autant de séminaires officiels), camouflé en usine. Ouvert il y a 20 ans, le séminaire forme ces prêtres casse-cou ayant prêté serment au Vatican. Qui sont ►►

LE BRAS DE FER VATICAN-PÉKIN

■ Le 27 mai 2007, plus de 50 ans après la rupture des relations diplomatiques entre le Vatican et la Chine, Benoît XVI adressait une lettre aux « évêques, prêtres, consacrés et laïcs de l'Église catholique en République populaire de Chine ». La distinction entre « officiels » et « souterrains » était faite, mais le texte parlait bien d'une seule Église. Le pape y appelait au respect de la liberté religieuse, rappelant que le gouvernement n'a pas à nommer les évêques ni à se saisir des affaires religieuses, et à une coopération dans l'autonomie entre l'Église et le gouvernement. Benoît XVI souhaitait aussi que les clandestins soient peu à peu reconnus par l'État. Un début de reprise du dialogue avait suivi cette lettre. Pour autant, l'heure n'est pas encore à la normalisation de la situation. Et l'on peut s'interroger : quel serait le prix à payer pour sortir de la clandestinité, sinon l'engagement à respecter le *leadership* du parti communiste ?

LA PERSÉCUTION DES CHRÉTIENS UNE TRAGÉDIE MONDIALE

Plus des trois quarts des minorités persécutées dans le monde sont chrétiennes, annonçait il y a quelques mois l'association catholique Aide à l'Église en détresse (AED). Filtrant parfois dans les médias des échos de la terreur subie par certaines populations orientales, poussées à l'exil par les assassinats, la mise à feu des maisons et des églises, le sac des villages – comme en Irak, qui s'est vidé de la moitié de sa communauté chrétienne. « *La vie des chrétiens du Moyen-Orient qui refusent d'émigrer est d'autant plus difficile que leur nombre baisse. Y en aura-t-il encore dans dix ans ?* » s'alarme Marc Fromager, directeur d'AED France. *Ce phénomène est catastrophique pour l'Église, mais aussi pour ces pays, où la présence chrétienne constitue une ouverture.* » Après avoir été, pendant tout le XX^e siècle, l'œuvre des régimes communistes, la persécution des chrétiens a pris un tour radicalement nouveau depuis 20 ans, lié à l'extension du fondamentalisme religieux, en particulier dans les pays musulmans, même lorsque ceux-ci sont sécularisés comme la Turquie ou l'Indonésie.

La persécution antichrétienne n'est pas toujours le fait de l'État. De plus en plus, elle émane de groupes fanatisés – dont l'ensemble de la population est victime, mais qu'ils excitent aussi à la haine –, officiellement indépendants du pouvoir. Celui-ci, qui peine à les contrôler, ferme les yeux sur cette violence aléatoire et anarchique, comme en Égypte, en Irak ou au Pakistan. « *Les gouvernements eux-mêmes sont sous la pression des régimes islamiques du Moyen-Orient et de ces groupes. Accentuer la pression et le contrôle des chrétiens peut constituer, comme au Maroc ou en Algérie, une stratégie pour les apaiser* », détaille Michel Varton, directeur de la branche française de l'ONG protestante Portes ouvertes.

Le fondamentalisme musulman n'est pas le seul en cause ; le constat vaut pour l'Inde, où des villages chrétiens ont été massacrés en 2008 en Orissa sous l'influence du parti fondamentaliste hindou. Il vaut aussi au Sri Lanka, où ce sont les bouddhistes qui s'en prennent aux chrétiens. « *L'Église devient objet de persécution quand elle est trop dynamique, ou qu'elle contrecarre trop clairement par son message les projets de groupements politiques et religieux* », fait remarquer Marc Fromager. Qu'on pense à la façon dont les chrétiens mettent en cause la guérilla des Farc, en Colombie, ou le système des castes, en Inde. Mais beaucoup d'États sont encore le moteur de la persécution des chrétiens – États communistes comme

Cuba ou la Chine, qui prétendent pourtant leur laisser une forme de latitude, ou États islamiques, où la fenêtre de tir est limitée. En Corée du Nord et en Arabie saoudite, elle est carrément inexistante, puisqu'être chrétien n'y est, sans exception, pas admis. Une jeune Saoudienne en a été la victime en 2008, dénoncée par son frère et brûlée vive par son père après avoir évoqué sa confession sur son blog. La persécution des chrétiens commence par cette impossibilité de le devenir. C'est pourquoi, parmi la quarantaine de paramètres d'après lesquels l'ONG Portes ouvertes évalue les États, la liberté religieuse, même théorique, pèse lourd. « *Les violences varient dans le temps et*

selon les régions, elles ne suffisent pas à juger de la situation dans un pays », explique Michel Varton. « *Pendant longtemps, par exemple, la Mauritanie ne persécutait pas les chrétiens car ils se réunissaient en secret. Désormais, son principe d'intolérance peut s'appliquer.* »

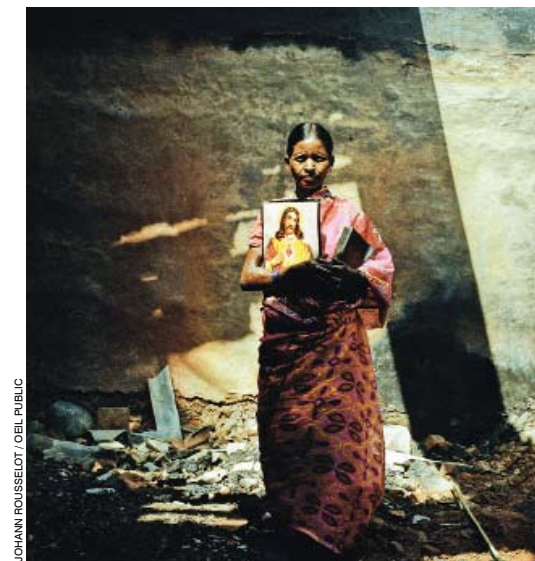
L'affirmation par un État du droit à l'existence des minorités religieuses, néanmoins, n'est ni une garantie ni un indicateur de la réalité vécue. Car, dans de nombreuses Constitutions, ce principe entre en contradiction interne avec la proclamation de l'islam comme religion d'État et de la *charia* comme système juridique. Ou avec l'adoption de lois « antiblephème », comme au Pakistan, ou « anticonversion »,

comme en Algérie, en Inde ou au Sri Lanka, qui donnent motif pour accuser les chrétiens d'inconvenance ou de prosélytisme.

Des minorités religieuses anciennes (coptes en Égypte, Arméniens en Iran...) peuvent ainsi voir leur culte reconnu, sans jouir pour autant de la liberté religieuse au sens plein du terme, encore moins de l'égalité. La discrimination et la ségrégation sociales sont entretenues et confortées par la limitation légale d'un certain nombre de leurs droits (accès à la fonction publique, à l'enseignement, prestations sociales, égalité devant la justice, liberté de construction de nouveaux lieux de culte, éligibilité aux postes à responsabilité...).

Mais c'est pour les musulmans convertis que la situation est la plus dure. Ceux-là, dont Michel Varton affirme qu'ils sont de plus en plus nombreux, en particulier en Iran, n'ont tout simplement pas le droit de renier l'islam. Isolés dans leur propre communauté, ils risquent la mort et ne peuvent envisager une autre existence que celle du secret. ●

JOSÉPHINE BATAILLE



Gobi Digal, chrétienne baptiste dans sa maison incendiée à Kulupatia en Inde.



Le salon de la mère d'un prêtre « souterrain » fait également office de lieu de prière.



Au fond d'une cour, derrière un mur de briques, se cache une église clandestine lumineuse, qui peut accueillir 500 fidèles.

►► les enseignants ? « Principalement de vieux prêtres sortis de prison et qui ne peuvent plus exercer. » Issu d'un milieu aisé et né pendant la Révolution culturelle, quand intellectuels et croyants étaient persécutés, le père Ma a gardé une dent contre le parti communiste. Sa mère a passé dix ans en camp de rééducation par le travail, son grand frère, cinq. Ma ne comprend pas l'ouverture actuelle prônée par le Vatican, alors que la lettre du pape Benoît XVI adressée aux catholiques chinois, en 2007, refusait la suprématie de l'Association patriotique (voir encadré

« En Mongolie-Intérieure, on se sent lâchés par le Saint-Siège, mais on restera fidèles à Jésus »

page 20). « En approuvant les ordinations de ces évêques officiels par l'Association patriotique, au détriment des souterrains, le Vatican semble désavouer l'Église souterraine, qu'il a créée... En Mongolie-Intérieure, on se sent lâchés par le Saint-Siège, mais on restera fidèles à Jésus. » Les six évêques souterrains encore en vie en Chine savent déjà qu'ils ne seront pas remplacés. Et en les incarcérant ou en les assignant à résidence (voir notre n° 3370 du 1^{er} avril sur l'évêque souterrain de Tianjin), les autorités chinoises les empêchent *de facto* de désigner de nouveaux prêtres souterrains.

Face à cette réconciliation à marche forcée, l'irréductible père Ma garde l'espoir. « Parmi nos fidèles, il y a beaucoup de familles qui exploitent les nouvelles mines de charbon autour de Hohhot et s'enrichissent très vite. Aujourd'hui, ils nous aident à financer nos chantiers. » Le père Ma est un bâtisseur infatigable : déjà 12 églises à son palmarès ! Et les dernières sont construites au milieu des immenses corons de Jining. ●

TEXTE ET PHOTOS JORDAN POUILLE
POUR LA VIE

lavie.fr

Retrouvez sur notre site l'intégralité de ce reportage photographique de Jordan Pouille. www.lavie.fr

Toute la vie est dans La Vie




1 an = 119,40€
au lieu de 150,80€*

Chaque jeudi, l'hebdomadaire chrétien d'actualité

au cœur de l'information
au cœur de la famille
au cœur de la spiritualité

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je profite de votre offre et je m'abonne pour 1 an (12 n°) à La Vie au prix de 119,40 €.

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Tél. _____

E-mail _____

Merci de nous retourner ce bulletin avec votre règlement par chèque à l'ordre de La Vie à : La Vie/Abts B, rue Jean-Antoine-de-Bailly 75212 Paris Cedex 13 - Tél. 01 48 88 51 04

Retrouvez La Vie sur www.lavie.fr

* Prix au numéro